



LES CONSEILLERS DU COMMERCE
EXTÉRIEUR DE LA FRANCE

LA LETTRE DE LA CHINE HORS LES MURS N° 31

SOMMAIRE

■ Editorial : Quand le cryptoactif menace la souveraineté, par Gilbert Réveillon	p. 1
■ Actualité : Vers un rideau de bambou numérique ?, par Paul Clerc-Renaud	p. 2
■ Dossier : L'environnement	p. 5
Où en sont les engagements chinois pris lors de la COP21 ? par Alexandre Xing	p. 5
En route pour le tri des déchets à la source, par François Jenny.....	p. 8
La mobilité verte : les champions chinois et la transition, par Charlotte Roule.....	p. 9
■ Les groupes chinois mondialisés : BYD et Yutong, par Charlotte Roule	p. 11
■ BRI Digest :	
La BRI vue de Marseille : le forum des CCE en décembre, par Bruno Lefébure	p.12
Actualité de la BRI, par Christophe Granier	p.13
■ Nouvelles brèves de la mondialisation chinoise, par Christophe Granier	p.14
■ Dernières nouvelles des relations franco-chinoises, par le Comité France Chine.....	p.18

Editorial

Quand le cryptoactif menace la souveraineté

La première alerte date de 2009. Cette année-là, craignant que la massification de leur usage domestique vienne déséquilibrer la valeur du CNY, le gouvernement chinois légifère pour interdire l'usage de monnaies virtuelles comme le QQ Coin à l'exception des jeux de Tencent sur smartphone. En fait, la floraison des mondes virtuels comme Second Life (et le Linden \$) permettait déjà l'achat dans les jeux de monnaies virtuelles par carte de crédit (ou prépayée pour adolescents ou pour des échanges divers). Utilisées à l'origine pour acquérir des actifs dématérialisés (l'épée du roi de la galaxie...), elles devenaient rapidement des monnaies d'échange sur les places de marché physiques, bien au-delà de Shenzhen. Le gouvernement de Pékin interdit également le minage du bitcoin en 2016 et rationalise autoritairement les plateformes de prêts entre particuliers.

Aujourd'hui, Libra Association et PBoC avec son Yuan Renminbi digital semblent mener la course au cryptoactif mais ne sont que l'avant-garde visible de blocs numériques régionaux qui dérivent très rapidement. Elles gardent de l'avance sur l'éventuelle monnaie numérique française esquissée sur une base de 50 millions d'adultes... La gouvernance peut échapper aux gouvernements nationaux car elle n'en est plus au stade d'ébauche:

- Facebook et ses 2 milliards de comptes d'actifs lance l'association Libra avec son siège à Genève, 28 partenaires stratégiques et une centaine de membres pour créer « l'internet de la monnaie » plus stable que le bitcoin ;
- Tencent avec 1,2 md de comptes actifs sur Wechat, ses millions de micro-applications et ses écosystèmes comme le transport à Shenzhen, facturé sur sa blockchain pour plus de transparence fiscale et comptable ;
- ou Alipay qui offre une application de micro-dons sur blockchain à 500 millions de comptes, alors qu'il est déjà le 1^{er} émetteur de crédit au monde.

Ces trois goliaths, pour ne citer qu'eux, sont devenus - par le média internet - des menaces pour les souverainetés nationales. Les considérer comme un canal de transmission de métadonnées et de « machine learning » c'est oublier qu'ils représentent un vrai changement de mode de vie. Le déluge numérique se nourrit de son support: on connaît en Chine l'usage démesuré de l'arme fatale qu'est le smartphone comme vecteur d'accès à la boulimie numérique et surtout comme outil de transaction (90% des 35 mds USD de volume d'affaires d'Alibaba le Jour des célibataires de 2018). Il devient difficile de lui comparer les fonctionnalités désuètes des banques traditionnelles se nourrissant de marges juteuses sur les transactions, les opérations de change et les transferts de fonds transfrontaliers. Cette dernière cible des géants numériques est un boulevard pour les populations non bancarisées en Asie et en Afrique.

Autoriser la transaction financière et la monétisation d'un actif connecté existe déjà dans l'univers de la blockchain avec IOTA : bien loin des médias de masse de surface, des communautés de développeurs s'activent de façon plus ou moins confidentielle sur leur projet d'affranchissement des inerties des modèles désuets.

Au niveau des fonctionnalités, la plupart de ces technologies sont matures :

- la cryptologie date des années 1960, même si elle a été sérieusement améliorée depuis Rivest Shamir Adleman, et les fondamentaux de crypter des actifs ne sont pas nouveaux ;

- l'appel d'offre mondial du NITS américain sur le post-quantique repose sur des algorithmes qui n'ont rien de disruptif dans leur fonctionnalité, si ce n'est de pouvoir résister à une vectorisation quantique future.

La nouveauté est plutôt dans l'application réglementaire avec l'extra territorialité avérée des sanctions américaines dès qu'un actif souverain est vendu en USD ou une donnée captée ou transmise à une entreprise américaine devient une propriété à ce locataire bien indiscret.

Le Règlement Général sur la Protection des Données est un projet politique qui offre aux hackers avertis, principalement d'Asie, un nouveau terrain de manœuvres peu vertueuses (selon Verizon, le hacking est découvert en moyenne 220 jours après être intervenu en Europe et 140 jours aux Etats-Unis). Les autorités chinoises privilégient la protection de la communauté quand nous nous focalisons sur celle des données personnelles. A tel point que l'américain Gary Shapiro (CES Unveiled, Paris 2018) vante les mérites du gisement du potentiel d'innovation perdu en Europe, et le chinois Jack Ma (Vivatech, Paris 2019) est consterné par nos préoccupations sur la protection des données personnelles au point de préférer se déployer en Afrique. Le terreau semble fertile pour Libra et PBoC face à ces obstacles politiques légitimes en Europe.

Les protections semblent dérisoires après les déclarations de la NSA en janvier 2018 sur les failles Meltdown et Spectre, toujours pas réglées à ce jour. Nos micro processeurs restent des passoires, et la nouveauté viendra peut-être du Japon, qui a judicieusement récupéré les fermes et bourses de minage à la suite de l'interdiction du bitcoin par le gouvernement chinois, et avance sur l'application d'informatique quantique dans le minage de blockchain.

Une étude de Deloitte calcule que les Etats Unis devront investir 130mds USD pour rattraper le retard pris sur la Chine dans les infrastructures 5G, technologie-robinet à cryptoactifs qui permettra une massification accrue des usages, en réduisant les effets de latence à des millisecondes et en permettant la connectivité à des millions d'objets au km2. Le leadership de la Chine dans le domaine se double de couches d'intelligence artificielle associées, parmi lesquels les effets de score de risques sociaux et d'entreprises. Il sera malaisé pour ne pas dire impossible de concilier rapidement les trois paradigmes culturels de la donnée : on protège bien les données de l'individu en Europe, les capacités de l'entreprise à faire des profits aux Etats-Unis et la communauté en Asie.

Comme on le voit avec Libra et alors qu'on ne se doute pas de la puissance de feux des BATHX, le socle de cette nouvelle vague de massification des usages déferle avec la blockchain, terrain sérieusement investi par tous et qui n'a aucun problème de passage à l'échelle en Chine. A son niveau, la France a choisi avec la loi PACTE et les différents éléments juridiques déployés depuis 2018 sur les titres dématérialisés, d'exister sur l'échiquier mondial de la blockchain et de ses animateurs de communautés par cryptoactifs souverains. A nous peut-être de faire jouer comme pour l'industrie du cinéma l'exception culturelle pour ne pas être dilués dans ces océans Lira & PBoC, constatant comme Bruno Lemaire la mise en danger de la souveraineté de l'euro.

L'émission par la Chine de sa cryptomonnaie souveraine va-t-elle accélérer la scission de l'internet et la dédollarisation du monde financier ? L'article suivant de Paul Clerc-Renaud envisage cette éventualité.

Gilbert Réveillon, CCE France

Actualité

L'intégration marque le pas : vers un rideau de bambou numérique ?

Dans l'univers chaotique des tweets, il devient de plus en plus difficile de prédire si le désengagement mutuel de l'économie américaine et de l'économie chinoise qu'appelle de ses vœux la Maison Blanche relève d'une tactique de négociation ou d'une véritable volonté de rupture, tant sur le plan commercial que technologique.

Dans la deuxième hypothèse il devient urgent d'analyser les conséquences tectoniques d'un tel renversement de la tendance vers l'intégration de la Chine à l'économie mondiale qui a marqué les quarante dernières années.

L'étude que vient fort opportunément de publier le McKinsey Global Institute (MGI) intitulée **China and the World** : <https://www.mckinsey.com/featured-insights/china/china-and-the-world-inside-the-dynamics-of-a-changing-relationship> dresse un tableau détaillé de cette évolution et de l'état actuel d'interdépendance de la Chine avec le reste du monde sur les plans commercial, technologique, financier, humain et culturel.

En raison du rééquilibrage de l'économie chinoise vers la consommation domestique (qui représente 76% de la croissance du PNB en 2018), la dépendance de la Chine vis-à-vis de l'économie mondiale se réduit alors que la dépendance de l'économie mondiale vis-à-vis de la Chine s'accroît. L'excédent de la balance commerciale chinoise qui représentait 8% de son PNB en 2008 ne représente plus que 1,3% en 2018.

Le poids de la Chine dans les échanges de biens et de services est déjà considérable mais son potentiel de croissance reste élevé. En revanche, l'ouragan mercantiliste et protectionniste qui semble souffler de Washington pourrait mener à une désimbrication forcée des économies américaine et chinoise aux dommages mutuels et collatéraux sévères et durables.

MGI estime à 37 000mds USD les enjeux globaux d'ici 2040 résultant des choix de la Chine et de ses partenaires de plus ou moins d'interaction.

La part de la Chine dans le commerce mondial de marchandises est passée de 1,9% en 2000 à 11,4% en 2017 (premier acteur mondial avec 4 300mds USD). Sa part des échanges de services est de 6,4% : 227mds USD d'exportations en 2017 (trois fois plus qu'en 2005) dont plus de la moitié dans le secteur de la construction et des services aux entreprises et 468mds USD d'importations (dont 54% sont dus aux 600 000 étudiants et aux 150 millions de voyages effectués par des chinois à l'étranger)

Entre 2015 et 2017, la Chine était le deuxième acteur des IDE tant entrants (136mds USD) que sortants (120mds USD) : équivalent à 30% des flux américains, mais son système financier reste très domestique bien qu'en cours d'ouverture.

La Chine représente 35% de la valeur globale de produits manufacturés mais seulement 10% de la consommation des ménages. Cependant entre 2010 et 2017, les consommateurs chinois étaient responsables d'après la Banque Mondiale de 31% de l'accroissement global. Dans le secteur du luxe, le marché chinois était de 122mds USD en 2018 et représentera 41% du marché mondial en 2025 d'après le Boston Consulting Group. En 2017, 540 000 entreprises étrangères opéraient en Chine employant 14 millions de personnes, représentant 43% des exportations chinoises et 22% des revenus industriels.

La Chine compte 1,2md d'abonnés mobiles et 800 millions d'internautes. L'introduction des premiers téléphones 5G chinois est en cours (Huawei et ZTE) et la Chine prévoit 460 millions de connections 5G fin 2025, soit 28% du total national; leur déploiement nécessitera un investissement en capital estimé à 400mds USD; China Unicom et China Telecom ont annoncé qu'ils collaboreraient pour optimiser la mise en place du réseau.

Le secteur technologique chinois est très mondialisé, représentant d'après MGI environ 40% de la production de la planète, entre 17 et 28% des exportations mondiales et entre 9 et 16% des importations. Les parts de production de la Chine pour certains produits sont écrasantes (90% des téléphones mobiles et des PC, 70% des téléviseurs) ainsi que celles des achats des consommateurs chinois (40% des téléphones portables et 19% des ordinateurs portables) mais ces industries dépendent encore largement d'intrants importés (produits haut de gamme, semi-conducteurs, composants optiques, systèmes d'exploitation, propriété intellectuelle) qui font actuellement l'objet du bras de fer sino-américain.

Le budget de recherche et développement de la Chine est le deuxième du monde (293mds USD en 2018) et les entreprises concernées mettent les bouchées doubles pour combler leur retard et atteindre les objectifs de parts locales évoqués dans le plan « Made in China 2025 ».

C'est dans le secteur digital que les efforts sont concentrés, la Chine ayant identifié très tôt les composants-clés dont la maîtrise permettra de prendre celle des secteurs stratégiques de demain: commerce électronique, véhicules autonomes, internet des objets, biotech, espace, villes propres et intelligentes, défense. L'économie numérique représente déjà d'après la CAICT (Academy of Information and Communications Technology) plus de 38% du PIB chinois. Plusieurs études récentes font apparaître la puissance de feu financière, intellectuelle et digitale (données) de la Chine qui laisse anticiper son émergence au tout premier rang dans les domaines clés de l'intelligence artificielle, des infrastructures digitales, du réseau 5G, du cryptage et de la puissance de calcul. L'informatique et la communication quantique font partie des grands projets 2030 annoncés dès 2015 (cf. *Chinese internet report 2019* : <https://www.scmp.com/china-internet-report>).

Le retard à rattraper est encore important mais les moyens mobilisés le sont aussi: après la perte d'Android, Huawei a passé 10 000 développeurs aux 3/8 afin de sortir son système opérationnel Harmony au plus vite. En 2018, les sommes investies par les capital-risqueurs et les fonds de placement privés étaient de 16,9mds USD aux Etats Unis, de 13,5mds USD en Chine et de 2,8mds USD dans l'Union Européenne.

Les opérations de fusions acquisitions et fonds de placement privés sur le marché domestique chinois ont atteint un record en 2018 avec 222mds USD alors que les opérations vers l'étranger poursuivaient la baisse amorcée en 2017.

Comment défaire l'omelette ?

Pour reprendre la métaphore de Pascal Lamy à propos du Brexit, le degré d'imbrication des chaînes de valeur mondiales avec la Chine rendent les oukases trumpiennes surréalistes. Le 23 août, le président enjoignait aux sociétés américaines de quitter la Chine et menaçait d'invoquer des pouvoirs spéciaux justifiés par la situation d'urgence pour les y contraindre. Or de nombreuses sociétés américaines, en particulier technologiques, tirent une part substantielle de leurs revenus du marché chinois (20% dans le cas d'Apple). Depuis 1990, les investissements américains dans l'industrie chinoise se montent à 275mds USD (contre 148mds USD pour les investissements chinois aux Etats Unis) d'après Rhodium. Après un pic de 60mds USD en 2016, les flux croisés d'investissements ont connu une baisse rapide, tombant au-dessous de 10mds USD au 1^{er} semestre 2019. Les incertitudes de la joute tarifaire expliquent sans doute une attitude attentiste des investisseurs mais on assiste déjà à des stratégies de délocalisation des fabrications de Chine vers d'autres sources compétitives (Vietnam, Bulgarie, Mexique...) permettant à la fois de répondre aux souhaits présidentiels, de contourner les barrières douanières et de garder un pied via un pays tiers sur le marché chinois qui offrira encore pour longtemps les volumes et le potentiel qu'aucun autre marché n'est en mesure d'offrir et sur lequel prospèrent pour la plupart 80% des « Fortune 500 » non chinoises (dont 40% y ont un centre de recherche.)

Une étude récente de l'U.S. China Business Council auprès de ses membres indique que 87% d'entre eux n'ont aucun projet de transférer tout ou partie de leurs opérations hors de Chine. 3% seulement indiquent perdre de l'argent en Chine (le même chiffre qu'en 2018). Cependant, l'étude annuelle de la Chambre américaine de Shanghai publiée en septembre indique que 27% de leurs membres anticipent une baisse de chiffre d'affaires en 2019. Ils restent à 61% optimistes à cinq ans sur leurs affaires en Chine; 47% prévoient d'y augmenter leurs investissements en 2019 (contre 62% en 2018). La plupart observent une amélioration de l'environnement réglementaire et prévoient une croissance de leur marché en Chine. Cependant 26% ont redirigé leurs investissements (essentiellement en sourcing) vers des pays tiers.

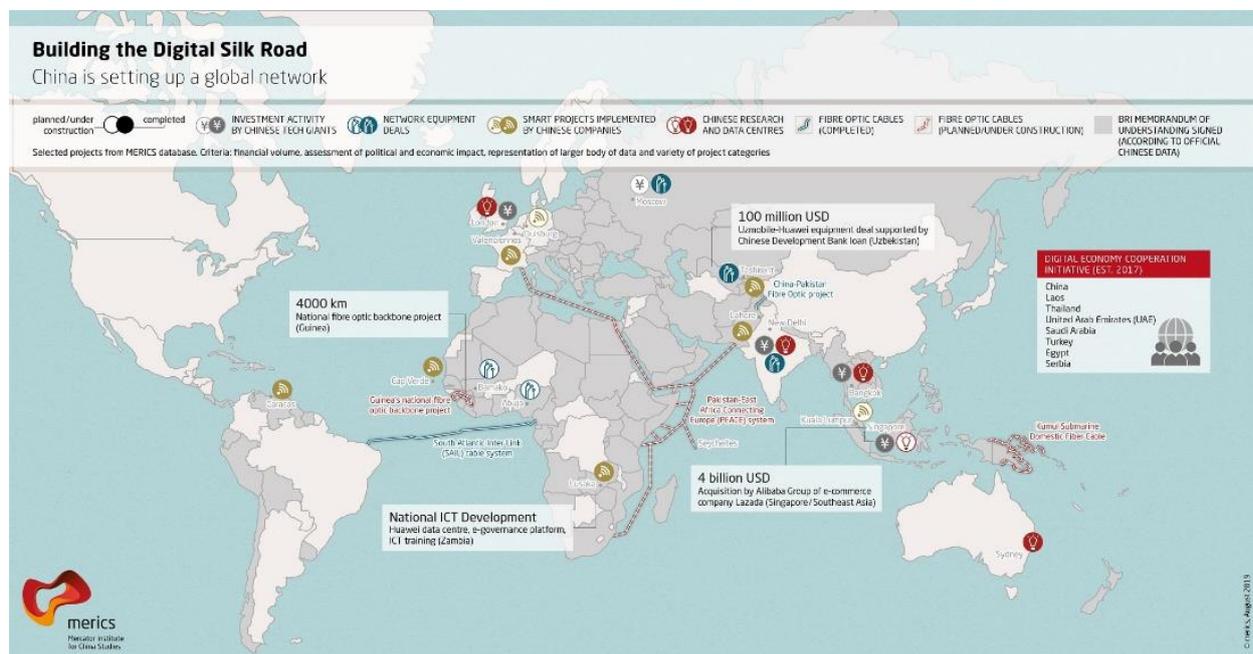
La désimbrication, si elle se poursuit, ne sera pas une mince affaire! Mais il est à craindre que la terre plate et lisse chère à Friedman redeviennent ronde et granuleuse et que le cloud universel se fractionne en formations aux météo incompatibles.

De son côté, Pékin s'y prépare grâce à une stratégie globale visant à mettre en place une architecture logistique, commerciale, digitale et financière alternative aux caractéristiques chinoises grâce, entre autres, à l'initiative BRI dont les contours flous laissent cependant apparaître les axes structurants :

- **assurer l'indépendance et la sécurité des sources et routes d'approvisionnement des matières premières et de l'énergie** dont la Chine a besoin en finançant et mettant en place les infrastructures nécessaires (rail, ports, aéroports, réseau intelligent d'énergie UHT, oléoducs, câbles internet...);
- **mettre en place - avec entre autres les pays BRI - une série d'accords commerciaux, fiscaux, douaniers et juridiques** favorisant les échanges de marchandises, de services et de données entre les partenaires en marge des institutions multinationales héritées du passé à dominante occidentale;
- **tracer la route de la soie digitale aux normes chinoises**: ceci est en cours selon le plan « Vision & Actions » énoncé dès 2015 par la NDRC (http://en.ndrc.gov.cn/newsrelease/201503/t20150330_669367.html) avec un investissement estimé par MERICS à 17 mds USD (cf. carte ci-dessous) auquel s'ajoute la mise en place du système de navigation satellitaire BeiDou qui fin juin comptait 35 satellites (contre 31 pour le GPS américain, 22 pour le Glonass russe et 21 pour le Galileo européen). Ce système bidirectionnel couvre la plupart des pays BRI avec une précision métrique (les nouveaux téléphones Z6 de Lenovo atteignent une précision d'1m grâce à BeiDou contre 3 à 5m pour la plupart des smartphones) et bientôt centimétrique (nécessaire pour la mise en service des véhicules autonomes). Le *Standards China Unicom Joint Construction One Belt One Road Action Plan (2018-2020)* publié par la Standardisation Administration of China (SAC) vise à unifier les normes en matière de 5G, intelligence artificielle, navigation satellitaire dans une optique de cyber-contrôle autoritaire qui constitue un défi normatif en particulier pour la conception européenne d'un internet libre et protecteur de la vie privée.

Le grand pare-feu chinois est d'ailleurs en train de s'étendre avec le blocage de plusieurs services de vidéo-conférence étrangers au bénéfice des concurrents autochtones, nouveau handicap qui vient s'ajouter pour les sociétés opérant en Chine à l'entrée en vigueur du système de crédit social qui, au-delà des particuliers et d'après la circulaire de la NDRC du 16 septembre concernerait 33 millions d'entreprises chinoises et étrangères.

Tout ceci pourrait bien signer l'avènement du « splinternet » (rideau de bambou digital) annoncé par Kaifu Lee, avec d'un côté les Etats Unis et les pays utilisant les applications sur bases GAFAM et de l'autre la Chine et les pays utilisant les applications aux normes chinoises.



- **s'émanciper à terme de la tutelle du dollar**: la Chine met en place une infrastructure bancaire et financière internationale faisant appel aux dernières avancées de la fintech: systèmes de paiements digitaux (Alipay, Wechat), blockchain, accords de swap avec 20 pays BRI et de compensation du CNY dans 7 pays, organismes financiers internationaux sous influence chinoise (AIIB, SRF, NDB...), financement par les banques chinoises de 440 mds USD de projets d'infrastructure d'après Yi Gang, gouverneur de la PBOC, annonce le 18 août par la même PBOC du lancement de sa monnaie digitale à Shenzhen : la CBDC (Central Bank Digital Currency) jouera le rôle de M0 et sera majoritairement utilisée pour les micro-paiements. A terme, l'objectif est, en accord avec la Russie, de sortir de la nasse géopolitique créée par le privilège exorbitant du roi dollar en diminuant peu à peu son rôle de monnaie de réserve et de monnaie refuge au profit du CNY et des flux financiers digitaux. (cf. l'édito de Gilbert Réveillon sur les cryptomonnaies)

Si elle est acceptée, l'offre d'achat du London Stock Exchange par le Hong Kong Stock Exchange devrait permettre aux compagnies chinoises des introductions en bourses plus faciles sur le marché de Londres.

- **s'assurer du leadership sur les technologies 5G en dépit des obstacles levés par la guerre technologique** en encourageant la recherche et en s'appuyant sur le développement fulgurant de l'internet chinois. L'avance technologique et l'avantage de prix de Huawei et ZTE par rapport à leurs concurrents européens laissent entrevoir une zone 5G chinoise dominante, n'en déplaise aux stratèges américains. Cf. rapport de la GSMA : *Mobile Economy China 2019* <https://www.gsma.com/r/mobileeconomy/china/> ainsi que le livre blanc 2019 de Huawei : https://www.huawei.com/minisite/giv/Files/whitepaper_en_2019.pdf

- **accroître son influence** au sein des organes de gouvernance onusiens en termes de contribution financière, de personnel, de maîtrise des agendas et de définition des normes (UN DESA, UNIDO, UNDP). Ainsi la contribution chinoise au budget de maintien de la paix est passée de 6,6% en 2016 à 10,3% en 2018.

L'éléphant et l'autruche

L'initiative BRI est toujours considérée avec méfiance et parfois dérision par les médias et le plus souvent ignorée dans les milieux officiels et diplomatiques européens. Elle est pourtant bien réelle et, malgré toutes ses faiblesses et son vernis marketing, ressemble de plus en plus à l'éléphant proverbial dans la pièce.

La politique de l'autruche à son égard est de moins en moins justifiable alors qu'apparaissent l'envergure multiforme de ses ambitions et les menaces et opportunités auxquelles elle va confronter l'Occident. Les Etats Unis ont pris la mesure des enjeux et ont décidé d'y répondre frontalement. De son côté, l'Europe doit maintenant en étudier sérieusement toutes les composantes afin d'élaborer une réponse stratégique européenne sous peine de faire face en ordre dispersé à une situation schizophrénique devant l'apparition d'un espace numérique, technologique et commercial à plusieurs gouvernances à l'intérieur duquel il deviendra très difficile de trouver une place influente.

Une note de l'EGE (<https://infoquerre.fr/2019/06/route-de-soie-numerique/>) analyse les enjeux stratégiques des routes de la soie numériques qui seront également au cœur des réflexions des CCE lors du **Forum BRI de Marseille le 19 décembre** prochain dont l'un des organisateurs, Bruno Lefebvre (CCE Marseille) dresse les grandes lignes dans l'article suivant. La guerre froide 2.0 se jouera dans l'infosphère et la Chine possède toutes les cartes en main: finance, talents, puissance de calcul et surtout vaste réservoir de métadonnées. L'Europe a également des cartes à jouer, à condition de regrouper ses forces et de faire preuve de volonté et de vision stratégique. Les données seront l'or noir (invisible) de la nouvelle économie planétaire et il serait dommage que nous cédions ces ressources gratuitement aux GAFAM et/ou aux BATX pour qu'ils nous les revendent ensuite.

L'avènement du groupement 17+1, le financement par la Chine de la ligne ferroviaire serbo-hongroise et quelques opérations d'achats par la Chine d'actifs européens stratégiques dans divers secteurs et pays européens (Le Pirée, Kupka, Syngenta, filiales de NXP, Nidera et tout récemment le groupe ferroviaire Vossloh) ont concentré l'attention des dirigeants européens sur les dangers des initiatives chinoises sans toutefois les pousser à explorer les opportunités de coopération sur des bases de réciprocité qu'offrent entre autres l'initiative BRI.

L'Europe doit maintenant faire preuve de créativité et d'initiative en vue de préserver, d'affiner et d'adapter, en coopération avec la Chine, les pays BRI et les autres partenaires, les instances de gouvernance mondiales nécessaires à la gestion multilatérale des crises économiques, financières, climatiques et sécuritaires multiples que nous réserve le nouveau monde 2.0.

La Chine joue encore le jeu multilatéral alors que les Etats Unis n'en suivent plus les règles (mesures hors OMC au nom de la sécurité nationale, blocage des instruments d'arbitrage...). Il est donc indispensable qu'un rapprochement ait lieu entre l'Europe, la Chine et les autres grands acteurs en vue de rechercher un consensus concernant l'aménagement de l'architecture de gouvernance du 21^e siècle.

Les choses semblent bouger et l'autruche ouvrir un œil: ainsi, à l'occasion du 75e anniversaire des accords de Bretton Woods, Bruno Le Maire a rappelé la nécessité d'en réviser les termes pour prendre en compte l'arrivée de la Chine sans quoi les routes de la soie risquent de devenir le nouvel ordre mondial, imposant les normes chinoises en matière d'appels d'offre, de propriété intellectuelle et de subventions étatiques.

Paul Clerc-Renaud, CCE Hong Kong

Dossier : L'Environnement

Où en sont les engagements pris par la Chine durant la COP21 ?

En 2009, le gouvernement chinois s'est fixé pour objectif de réduire les émissions de CO2 par unité de PIB de 40 à 45% en 2020 par rapport à 2005, de porter la part des énergies non fossiles dans la consommation d'énergie primaire à environ 15%, et d'augmenter respectivement la superficie et le volume des forêts de 40 millions ha et de 1,3md m3 par rapport à 2005. Le Président Xi Jinping a également proposé des objectifs nationaux de contribution autonome pour atteindre un pic des émissions de dioxyde de carbone aux alentours de 2030, une réduction de l'intensité du carbone de 60 à 65% par rapport à 2005, la part des énergies non fossiles dans la consommation de l'énergie primaire d'environ 20% et une augmentation du volume des forêts d'environ 4,5mds m3 par rapport à 2005.

Quelles mesures le gouvernement chinois a-t-il prises depuis 2010, et en particulier depuis la conférence de Paris sur le climat, pour atteindre les objectifs de réduire les émissions de CO2? Quel est l'état d'avancement de la mise en œuvre? La Chine pourrait-elle atteindre son objectif de réduction des émissions fixés pour 2030? En outre, comment la Chine, tout

en promouvant l'initiative de « Nouvelles Routes de la Soie » (BRI) peut-elle veiller à ce que les pays situés le long de ces routes ne compromettent pas la réalisation de l'objectif de l'accord de Paris relatif au « scénario de deux degrés » (2DS) en menant les investissements des projets d'infrastructure dans ces pays ?

Les efforts du gouvernement chinois

Depuis 2010, et en particulier depuis la conférence de Paris sur le climat, le gouvernement chinois a pris une série de mesures qui ont donné des résultats positifs dans les domaines de la restructuration industrielle, de l'optimisation de la structure énergétique, de l'amélioration de l'efficacité énergétique, du contrôle des émissions de gaz à effet de serre provenant d'activités non énergétiques et de l'augmentation des puits de carbone.

Trois mesures visent à restructurer les secteurs industriels

- La première consiste à développer de façon intensive le secteur des services. En 2015, la valeur ajoutée du secteur des services dans l'économie nationale a pour la première fois dépassé la barre de 50% du PIB, atteignant même 54,9% au premier semestre de 2019, et devrait dépasser 55% du PIB en 2020. Pour la première fois en 2015, la contribution du secteur des services à la croissance économique a dépassé celle du secteur secondaire atteignant 52,9% du PIB et 60,6% au premier semestre de 2019. Le secteur des services est devenu le premier secteur de l'économie nationale de la Chine et contribue efficacement à la baisse de l'intensité des émissions de dioxyde de carbone par unité de PIB.
- Le gouvernement chinois a réduit vigoureusement la capacité de production industrielle à forte densité de carbone. Dans le cadre du XIIIe plan quinquennal (2016 - 2020), la Chine a fixé des objectifs ambitieux en matière d'élimination de la capacité de production industrielle à forte densité de carbone. Il s'agissait de décommissionner quelques 800mt de charbon minier, de fermer les usines de production d'acier brut de 100 à 150m t par an, de démolir les centrales thermiques polluantes de 20 000MW et d'arrêter la production excédentaire d'ammoniac synthétique, d'urée etc... A la fin de 2018, selon la NDRC, la Chine avait abandonné une capacité de production de 810m t de charbon et 150mt d'acier brut, et avait accompli en trois ans les tâches prévues pour cinq ans.
- Le troisième volet est le développement actif des industries stratégiques émergentes. Celles-ci comprennent huit industries à faible émission de carbone dans cinq grands secteurs: l'économie d'internet, la bioéconomie, la fabrication de haute technologie (y compris la fabrication d'équipements de pointe et de nouveaux matériaux), la production de faible émission de carbone verte (y compris les énergies nouvelles, les véhicules utilisant de nouvelles énergies, la protection de l'environnement) et l'innovation numérique.

Trois grandes initiatives visant à optimiser la structure énergétique

- La première est de continuer à contrôler strictement la consommation de charbon. Celle-ci est restée stable dans l'ensemble du pays en 2017, 2018 et durant le premier semestre de 2019, et la consommation de charbon a continué de baisser dans des régions de Pékin, Tianjin et Hebei. La part du charbon dans la consommation totale d'énergie est tombée de 72,4% en 2005 à 64% en 2015, et à 59% en 2018. Au cours des dix dernières années, la part du charbon dans la consommation d'énergie en Chine a pratiquement diminué d'un point de pourcentage par an, ce qui n'a pas été facile. L'énergie non fossile représente 14,3% de la consommation totale d'énergie. Le gouvernement chinois s'est fixé pour objectif de ramener la consommation de charbon en pourcentage de la consommation totale d'énergie à moins de 58% d'ici à 2020, et de porter la consommation d'énergie non-fossile à 15%.
- La seconde initiative consiste à promouvoir l'utilisation plus propre des énergies fossiles. Depuis 2010, la Chine s'emploie activement à rechercher les technologies de l'utilisation du charbon à haut rendement, à promouvoir l'application de technologies matures et avancées afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre et à accélérer la transformation de l'ensemble des centrales électriques au charbon en unités à ultra faible émission. Selon le Bureau Nationale de l'Energie, à la fin du troisième trimestre de 2018, plus de 700 GW de centrales électriques au charbon ont ainsi été transformées, et des centrales thermiques nouvelles à ultra faible émission ont été construites. Aujourd'hui, les centrales thermiques à ultra faible émission comptent plus de 750 GW, ce qui représente 66% de l'ensemble des centrales à charbon en Chine. De plus, 650 GW de centrales à charbon ont été remises à niveau en matière d'économie d'énergie. La Chine a mis en place le plus grand système d'approvisionnement en électricité propre du monde, et les travaux de remise au niveau en matière d'émissions et d'économies d'énergie ont été achevés deux ans à l'avance. La centrale électrique au charbon n°3 de Shanghai a retenu l'attention de ses homologues du monde entier, et a été reconnue par Andrew Minchener, directeur général de l'Agence Internationale de l'Energie, comme «la centrale au charbon la plus propre du monde, même plus propre que les centrales à gaz naturel». En outre, la Chine continue de promouvoir l'amélioration de la qualité de l'essence et d'accélérer l'utilisation du gaz naturel.
- La troisième initiative est le développement intensif des sources d'énergie non fossiles. Plus gros producteur et consommateur d'énergie du monde, la Chine est aujourd'hui le leader mondial dans le domaine de la production de l'électricité propre et continue d'optimiser sa structure de la consommation d'énergies. Les centrales électriques à énergies non fossiles représentent environ 40% des capacités installées et 30% de la production électrique. A la fin de 2018, les centrales électriques d'énergie renouvelable ont franchi 700 GW, dont 350 GW de centrales hydrauliques, 180 GW de centrales éoliennes et 170 GW de centrales solaires, toutes classées en première position dans le monde. Parallèlement, la Chine compte aussi 44,6GW de centrales nucléaires et 12,2GW en construction, ce qui représente le plus grand programme de construction dans le monde.

Autres efforts.

En outre, la Chine a déployé des efforts considérables pour promouvoir les économies d'énergie dans les secteurs de l'industrie, du bâtiment et des transports, améliorer l'efficacité énergétique, contrôler les émissions de gaz à effet de serre dans l'industrie, l'agriculture et l'élimination des déchets, accroître les puits de carbone dans les forêts, les prairies et les zones humides et mettre en place un système national d'échange de droits d'émission de carbone.

Résultats en matière de réduction des émissions de la Chine

Grâce à ces efforts, les émissions de dioxyde de carbone par unité de PIB de la Chine ont diminué d'environ 45,8% en 2018 par rapport à 2005, et l'objectif maximum de réduction de 40 à 45% de l'intensité du carbone pour la période de 2005 à 2020 a été atteint avec deux ans d'avance. La superficie des forêts a augmenté de 45 millions d'hectares par rapport à 2005, avec une couverture forestière de 22,96%, soit 4,75 points de pourcentage de plus qu'en 2005, et le volume des forêts a augmenté de 2,1 mds de m³ par rapport à 2005, dépassant sensiblement l'objectif initial de 1,3 mds fixé pour la période de 2005 à 2020. La Chine est devenue le pays où la croissance des ressources forestières a été la plus forte et la plus rapide.

En février 2019, une étude réalisée par la NASA à partir de données satellitaires a montré que près d'un quart des nouvelles zones vertes dans le monde entre 2000 et 2017 provenaient de Chine, où la part des contributions était la plus élevée.

La Chine peut-elle atteindre son objectif de réduction des émissions d'ici 2030 ?

En résumé, la Chine est en mesure d'atteindre les objectifs de réduction des émissions fixé pour 2020, qui devront être atteints et même dépassés. Mais la Chine peut-elle atteindre les objectifs de réduction des émissions pour 2030 annoncés par le Président Xi Jinping à la conférence de Paris sur le climat ?

Les optimistes estiment que :

- Premièrement, la Chine a déjà atteint son objectif de réduction de l'intensité du carbone fixé pour la période de 2005 à 2020. La Chine n'aura aucun problème pour réaliser l'autre objectif, à savoir 15% d'énergie non fossile dans son énergie primaire, puisqu'elle représente déjà 14,3% en 2018 et le 0,7% restant sera sans doute atteint. En ce qui concerne l'accumulation de forêts, elle a augmenté de 2,1 millions m³ et dépassé l'objectif. La réalisation de ces objectifs constitue une excellente base pour atteindre un pic des émissions de dioxyde de carbone d'ici 2030.
- Deuxièmement, la Chine a déjà établi sept marchés pilotes du carbone à Pékin, Tianjin, Shanghai, Chongqing, Canton, Wuhan et Shenzhen. Ils couvrent près de 3 000 unités d'émission sous haute surveillance dans plusieurs secteurs industriels tels que l'électricité, l'acier, le ciment, etc. et les taux d'exécution sont restés élevés et ont tendance à augmenter d'année en année.
- Troisièmement, les mécanismes institutionnels de la lutte contre les changements climatiques sont constamment améliorés. Dans le dernier programme de réforme du gouvernement central, les fonctions de lutte contre les changements climatiques et de réduction des émissions de gaz à effet de serre ont été transférées au nouveau Ministère de l'écologie et de l'environnement, ce qui a permis de renforcer l'intégration et la coordination avec la protection de l'écologie et de l'environnement. Au niveau gouvernemental, le Premier Ministre Li Keqiang préside personnellement le groupe de pilotage pour faire face aux changements climatiques et au besoin d'économie d'énergie et de réduction des émissions. Ce groupe de pilotage a renforcé la direction unifiée du conseil des affaires d'État, la gestion de l'interface entre les différents ministères compétents en matière de changements climatiques, l'interaction entre les différents secteurs et la pleine participation des autorités locales.
- Enfin, l'idée de Xi Jinping selon laquelle "les montagnes vertes et l'eau propre valent aussi de l'or et de l'argent" (绿水青山也是金山银山) devient de plus en plus un guide d'action et de réflexion pour les dirigeants à tous les niveaux du gouvernement chinois. La lutte contre les changements climatiques n'est plus une exigence de la communauté internationale, mais un impératif en lui-même.

Lors de la conférence des Nations Unies sur les changements climatiques de Katowice à la fin de 2018, Xie Zhanghua, négociateur chinois, a ainsi déclaré : " *Quelle que soit l'évolution des positions et des attitudes des autres pays, la Chine sera toujours déterminée et active dans sa lutte contre les changements climatiques et dans la mise en œuvre de l'accord de Paris. Nous honorerons à 100% les engagements que nous avons pris et nous nous efforcerons de faire mieux.* "

Mais tous ne sont pas aussi optimistes.

Selon *Reuters* (14 août 2019), une étude publiée par le Centre national pour la stratégie et la coopération internationale en matière de changements climatiques (CNCSC) a mis en garde contre le fait que les objectifs pour 2030 ne pourraient être atteints que si la limitation absolue des émissions de carbone était incorporée dans le XIV^e plan quinquennal chinois (2021-2025). Selon le rapport, les émissions annuelles de dioxyde de carbone devraient augmenter, passant de 11 gigatonnes en 2020 à 14,3 gigatonnes en 2030 et continuer à augmenter, selon le scénario du "business as usual". D'ici à 2030, les énergies non fossiles ne représenteraient que 17,6% de l'énergie totale de la Chine, soit moins que les 20% promis par les dirigeants du pays.

Les nouvelles routes de la soie et les objectifs mondiaux de réduction des émissions

Une étude du Centre de recherche sur les finances et le développement de l'Institut national de recherche financière de l'Université Tsinghua, en collaboration avec Vivid Economics et Climateworks Foundation, a conclu que la plupart des pays qui participent à la BRI sont encore des pays en développement à revenu relativement faible et, par conséquent, l'initiative vise principalement à mobiliser des fonds pour participer à la mise en place d'infrastructures nationales et à renforcer les liens économiques entre les pays. A l'exception de la Chine, les 126 pays qui participent actuellement à BRI représentent environ 23% du PIB mondial et environ 28% des émissions mondiales de carbone. Toutefois, si ces pays continuent d'appliquer le modèle actuel de développement à forte intensité d'émissions de carbone, la part des émissions mondiales de carbone provenant des pays BRI pourrait augmenter considérablement au cours des 20 prochaines années. Selon leurs estimations, si ces pays ne maîtrisent pas la croissance des émissions de carbone, cela pourrait entraîner un réchauffement de près de trois degrés d'ici à 2050, même si tous les autres pays suivent la voie de la 2D.

Comment concilier les besoins de développement de ces pays et les efforts mondiaux de réduction des émissions ? Le défi est énorme, non seulement pour les pays de la BRI et pour la Chine, mais aussi pour l'humanité tout entière.

Alexandre Xing, CCE Chine

Secteur

Le tri des déchets à la source... Un exemple à suivre : Shanghai

En route pour le tri à la source

En janvier 2018, le Ministère du Logement et de la Construction Urbaine et Rurale lançait un programme de tri à la source des déchets dans 46 villes-pilotes avec l'objectif d'un taux de recyclage de 35% à la fin de 2020. En juin de la même année, une méthodologie d'évaluation de la performance de la mise en place du tri à la source dans ces villes pilotes est venue compléter ce programme et un système de points avec un classement trimestriel a vu le jour. Ce dispositif a donné lieu à des audits réguliers du Ministère dans ces 46 villes.

En accompagnement de cette initiative, le Ministère de l'Écologie et de l'Environnement a publié en juillet 2018, une loi sur le Contrôle et la Prévention de la Pollution des Déchets Solides. Cette loi précise les mesures à mettre en œuvre pour le tri à la source et le traitement des différents flux de déchets.

Ainsi la ville de Shanghai faisant partie des villes-pilotes a initié un programme de tri des déchets à la source et un décret d'application est effectif depuis le 1^{er} juillet 2019.

Désormais, tous les habitants de ville de Shanghai ainsi que les organisations publiques et privées ont l'obligation de trier à la source leur déchets en 4 catégories, le déchet sec (qui est dirigé vers une filière de valorisation énergétique), le déchet humide (matière organique pour la filière compost / méthanisation), les matières recyclables et les déchets dangereux.

Aussi, suivant le dispositif du Ministère du Logement et de la Construction Urbaine et Rurale, un système de points a été développé avec un classement des districts de la ville de Shanghai. Les critères utilisés sont les capacités de traitement existantes, la communication, les volumes triés et les volumes collectés

Le tri des déchets à Shanghai

En 2017, la municipalité de Shanghai comptait 24 millions d'habitants et a généré 9 millions de tonnes de déchets (375kg/habitant). Les déchets sont actuellement traités : en décharge (3,6 millions de tonnes), en valorisation énergétique (3,6 millions de tonnes) ; la filière traitement organique est quasiment inexistante (0,1 tonne) et la filière recyclage représente peu (1,7 tonne). La quantité de déchets augmente à une vitesse de 8 à 10% par an.

La filière recyclage est informelle mais relativement efficace. En effet une partie de la population vit de la collecte de matière recyclable. Cette filière doit se réorganiser depuis l'arrêt de l'import des matières recyclées par la Chine en juillet 2018.

A l'heure actuelle, les volumes quotidiens collectés sont de 8 200 tonnes de déchets humides, 17 100 tonnes de déchets secs, 4 400 tonnes de recyclables et 291 tonnes de déchets dangereux.

A noter que la séparation entre déchets secs et humides est spécifique à la Chine et a pour objectif de limiter les flux vers la filière valorisation énergétique afin d'augmenter son pouvoir calorifique. En effet, le pouvoir calorifique du déchet en Chine est très faible comparé à l'Europe et contient un taux d'humidité élevé (60% en Chine contre 40% en Europe) ce qui rend sa valorisation énergétique plus compliquée.

Les défis du gouvernement municipal

Le premier défi est la mise en place et l'acceptation par la population de ces nouvelles réglementations et des contraintes qui en découlent. La mise en place du programme de tri des déchets a été plus ou moins réussie et a généré beaucoup de mécontentement par rapport aux contraintes imposées avec pour exemple celle des heures d'ouverture, du manque de capacité de stockage et de l'emplacement des stations de tri localisées dans les résidences.

Cependant, la force de la Chine est cette volonté de mettre en œuvre un programme de tri des déchets à la source rapidement et à grande échelle avec des moyens humains très importants comme le nombre de volontaires en charge de la promotion du programme auprès des citoyens, de la formation des agents de tri et de la supervision et du contrôle.

Quelques mois après cette nouvelle réglementation, et après quelques réglages nécessaires, le tri à la source semble avoir été accepté par la population. Les Shanghaiens comprennent mieux les enjeux et un effort colossal de communication a été réalisé par la municipalité de Shanghai.

Reste un deuxième défi, le manque d'infrastructure pour le traitement de ces différents flux. En effet, malgré une collecte sélective des différents flux, les déchets se retrouvent encore à la même destination finale: la décharge ou la valorisation énergétique.

Une gestion finale des flux des déchets en devenir

La municipalité de Shanghai est en train de mettre en place un plan ambitieux pour gérer ses différents flux de déchets.

Concernant la filière déchet sec, la capacité (en tonnage) devrait rester stable, voire peut-être se réduire, conséquence de l'augmentation de son pouvoir calorifique. En effet, ces centrales de traitement ont été dimensionnées pour un déchet avec un pouvoir calorifique plus faible (avant le tri), ce qui entraîne une limitation du tonnage à traiter.

La filière déchet humide (organique) doit être développée. La municipalité prévoit de construire de nouvelles installations pour une capacité de 6 800 tonnes par jour afin de traiter ces nouveaux flux d'ici 2020. Ces déchets humides seront traités par digestion anaérobie (méthanisation) avec production de biogaz et de compost. La micro-méthanisation (solution locale pour des volumes conséquents de déchets produits à un même endroit) devrait aussi voir le jour afin de compléter la capacité nécessaire et afin de limiter le transport des déchets et de ce fait le trafic routier.

Le plus gros chantier reste la filière recyclage. La municipalité envisage d'initier des synergies entre la filière informelle et formelle avec la construction de 8 000 points de recyclage, plusieurs centaines de stations de transfert et 10 centres de tri. Le premier centre de tri a récemment ouvert dans le district de Songjiang avec une capacité de 70 tonnes par jour.

Quelques mots sur la filière déchets dangereux: la ville de Shanghai est un modèle par rapport à d'autres provinces de la Chine. Elle s'est équipée des infrastructures nécessaires pour traiter ses déchets dangereux avec des acteurs clés comme Suez sur le site de SCIP (Shanghai Chemical Industrial Park). La collecte et le service associé sont assurés par des acteurs locaux sous licence et un système de traçabilité moderne et efficace a été mis en place.

Aussi voit-on apparaître de plus en plus d'outils digitaux pour s'assurer de la traçabilité des flux de déchets. Ces outils sont développés localement avec des accès WeChat qui permettent entre autres de connecter le générateur de matière recyclable et le recycleur.

L'avenir

Plusieurs sociétés chinoises ont développé une véritable expertise sur certaines spécialités comme la valorisation énergétique. Cette expertise a émergé au contact de sociétés étrangères comme des fournisseurs de technologie ou des sociétés spécialisées dans la gestion des déchets. Aussi, on a récemment assisté à plusieurs acquisitions de sociétés étrangères, Urbaser et EEW en Europe, par des conglomérats chinois (China Tianying pour Urbaser et Beijing Enterprise pour EEW). Ces acquisitions sont une manière d'acquérir du savoir-faire à un prix souvent très élevé et d'accéder à des nouveaux marchés. D'autres champions chinois ont développé un savoir-faire et commencent à s'internationaliser sur le marché asiatique en particulier. En effet, ils possèdent de la technologie robuste et bon marché et une expertise en construction et exploitation avec des dizaines de références. Par exemple China Everbright est en train de développer un projet au Vietnam et Sanfeng environnement est présent en Inde.

François Jenny, CCE Chine

Secteur

La mobilité verte : les champions chinois à la pointe de la transition ?

Une histoire qui commence en Chine avec la puissance publique...

L'action publique de promotion de la transition énergétique, en particulier lorsqu'il s'agit de réformer en profondeur toute une industrie comme c'est le cas avec la mobilité verte, n'est pas atypique. En ce sens, le soutien du gouvernement chinois tel qu'observé ces dernières années est, dans son principe, logique.

Il diffère cependant des autres soutiens gouvernementaux dans l'ambition sous-jacente qu'il porte. Depuis que le sujet a été initié en Chine, en 2009, il s'est toujours accompagné d'une volonté forte des pouvoirs publics de développer des leaders mondiaux pour cette industrie.

Il ne peut faire de doute que la lutte contre la pollution atmosphérique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre ont constitué des objectifs fondamentaux; la réduction de la dépendance au pétrole était également visée. Pour autant, les orientations publiques sont devenues plus explicites en 2015, avec

- la priorité donnée aux véhicules propres ("New Energy Vehicles" ou "NEV", qui incluent principalement les véhicules électriques à batterie, les hybrides et les véhicules à hydrogène) dans le XIIIe plan quinquennal (2016-2020) ;
- l'identification des véhicules économes en énergie et NEVs au sein des industries à développer dans le cadre du plan « Made in China 2025 » pour soutenir et construire l'avenir de la Chine.

A l'époque, ce plan – et surtout sa mise en œuvre – avait suscité un certain nombre de réactions de la communauté non chinoise installée dans le pays. En effet, alors que ces acteurs étaient déjà contraints de développer leurs activités au travers de partenariats avec des entreprises chinoises, les règles pour pouvoir obtenir la qualification de constructeur NEV impliquaient notamment de démontrer la maîtrise de l'ensemble du processus de développement au sein de la JV – ce qui, dans les faits, revenait à forcer le transfert de technologie et la localisation du savoir-faire.

Malgré tout, il s'en est suivi pour le secteur une période de croissance rapide. L'intervention étatique a continué à soulever des questions du fait de son caractère extrêmement dirigiste – freinant toute liberté d'innovation, jusqu'à affecter les lignes de production en amendant les spécificités requises, notamment en terme d'autonomie. La situation entre maintenant dans une phase de relative stabilisation, avec la fin programmée des subventions dans un futur proche. La construction par Tesla de sa propre usine, détenue à 100%, en Chine, est un autre signe de l'évolution en cours.

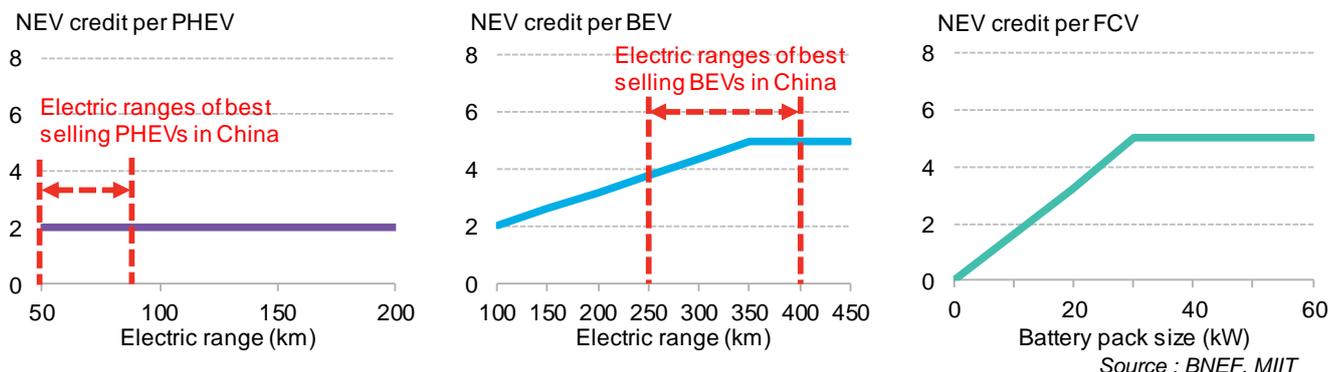
Le marché chinois aujourd'hui : "the place to be" pour les acteurs de la mobilité verte

La Chine est aujourd'hui le marché le plus important au monde en ce qui concerne la mobilité verte. Le total de la flotte mondiale a dépassé 5 millions de véhicules en 2018, et 2 millions pour cette seule année. La Chine a concentré 50% de ces ventes (pour 11% en 2014) et devrait représenter 60% des ventes en 2019.

Pour apprécier la pénétration du marché par l'électrique, et en prenant pour référence les véhicules privés, la part de véhicules électriques dans l'ensemble des ventes toutes propulsions confondues est passée de 0,6% en 2016 à 7,2% en 2018. Cette tendance haussière devrait se poursuivre, portant la proportion à 8% en 2020 et 20% en 2025 (Source : BNEF). Sans surprise, le soutien public joue là encore un rôle majeur, même si son expression évolue.

Sur le plan national, les subventions directes font presque partie de l'histoire. Appelées à disparaître autour de 2020, elles ne sont plus le moteur de la croissance du secteur. En revanche, le système de crédit lié aux NEVs influence clairement la tendance au développement de l'électrique au détriment du thermique. En effet, tout constructeur automobile qui produit

ou importe plus de 300 000 véhicules par an en Chine doit générer un crédit NEV correspondant à 10% du total de ses ventes de véhicules particuliers – cette proportion passant à 12% en 2020, et augmentant ensuite progressivement. Même si ce pourcentage ne recouvre pas exactement le pourcentage de véhicules électriques dans la production (voir schéma ci-dessous), il crée une incitation forte à la réorientation de la production vers des modes de mobilité moins émetteurs en CO₂.



Sur le plan local, il faut noter que la plupart des véhicules électriques sont aujourd'hui vendus dans les mégapoles chinoises. Pékin, Shanghai, Shenzhen, Tianjin, Hangzhou et Canton apparaissent comme les plus friandes à cet égard et, dans chacune de ces villes, des politiques restrictives concernant l'achat et/ou l'utilisation des véhicules thermiques ont été mises en place.

Vers la maturité ?

Comme souvent quand un marché émerge en Chine, de nouveaux acteurs apparaissent, stimulant encore plus la concurrence déjà en place de manière traditionnelle. En l'espèce, ce sont des sociétés comme NIO, Byton, Xpeng etc. qui ont émergé et trouvé les financements nécessaires à leur croissance.

Pour autant, les autorités ne semblent pas vouloir d'une multiplicité d'acteurs alors que le marché arrive à une certaine forme de maturité, et ce d'autant moins que, pour exister, ces nouvelles sociétés sous-traitent leur production à des constructeurs établis. Les conditions encadrant cette forme de partenariat sont en cours de révision ; plus strictes, elles imposent au nouvel entrant notamment de démontrer un investissement minimal de 4mds CNY (environ 500 millions EUR) en recherche & développement en Chine sur les trois dernières années et des ventes d'au moins 15 000 véhicules électriques sur les deux dernières années.

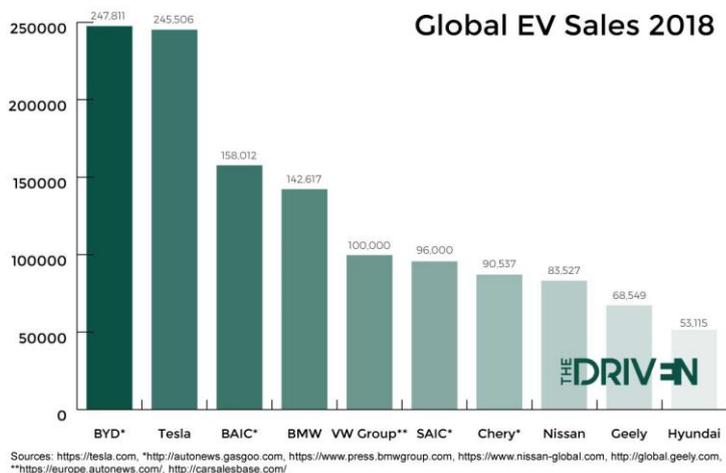
Ceci pourrait par exemple impacter NIO, qui utilise les installations d'Anhui Jianghuai Automobile Group pour assembler ses véhicules – même s'il a dépassé le seuil des 15 000 véhicules en avril. Xpeng Motors, qui travaille avec Haima Automobile, affiche en revanche une vente de l'ordre de 5 000 véhicules ; son usine est en cours de construction.

Evolution possible, en Chine et hors de Chine

La tendance à la hausse, tant de la vente de véhicules électriques que de la part de véhicules électriques dans l'ensemble des véhicules vendus, devrait se poursuivre en Chine. L'objectif de 2 millions de ventes de NEV en 2020 dans le pays sera très probablement atteint. En complément, il faut compter avec :

- les 2 et 3 roues électriques, marché qui reste extrêmement dynamique avec 26 millions de nouveaux véhicules en 2018 (Source : IEA),
- les véhicules commerciaux et autobus électriques (cf. ci-après la section relative à Yutong) et le positionnement des acteurs chinois sur un marché en devenir, mondialement.

Plus important, cette tendance à l'augmentation est également observée à un niveau mondial. Même si des disparités existent entre régions, la parité de prix entre véhicules électriques et véhicules thermiques pourrait être atteinte autour du milieu des années 2020 pour la plupart des segments, renforçant encore la place de l'électrique. L'ampleur, en durée et



en gamme, de l'expérience des acteurs chinois sera alors un atout pour saisir les opportunités qui en résulteront.

Par ailleurs, parler de mobilité verte, c'est aussi parler d'énergie. Or, la croissance que nous venons d'évoquer n'est pas sans impact et, de fait, pose une limite pratique et très locale au développement de la mobilité électrique

- Le secteur de l'électricité (production et transmission) aura en effet à faire face à l'afflux de demande.

- L'infrastructure de charge deviendra un enjeu majeur, en termes d'espace dans un contexte d'urbanisation croissante et densifiée comme en termes de technique (vitesse de de la charge, "intelligence" du système pour limiter les difficultés d'équilibrage du réseau).

Ceci impactera probablement les usages, et la plupart des analyses concordent sur une montée en puissance des services liés à la mobilité partagée – de 5% de la distance parcourue annuellement par les véhicules particuliers à 20% en 2040 selon BNEF.

Enfin, la demande en batteries devrait également croître significativement. La question de la disponibilité des matériaux sur le long terme a pu être évoquée, sans que les ressources elles-mêmes laissent anticiper à ce stade une rupture d’approvisionnement. Dans tous les cas, la question de la durée de vie de la batterie et ses conditions de recyclage deviennent encore plus importantes.

Charlotte Roule, CCE Chine

Les groupes chinois mondialisés

Deux acteurs chinois de la mobilité verte : BYD et Yutong

La politique de la Chine en matière de mobilité verte porte une ambition extrêmement forte, qui se traduit à la fois par des objectifs fixés à son industrie et par des exigences formulées auprès des villes et provinces, créant de fait des espaces de marché pour les industriels. Les champions développés localement s’exportent ainsi à grande échelle.

Deux exemples :

BYD

Fondée en 1995, cette société a maintenant dépassé Tesla en termes de ventes de véhicules zéro-émission. Cotée à Hong-Kong et Shenzhen, elle affichait en 2018 un chiffre d’affaires de plus de 120md CNY (15md EUR) et un profit de 3,5md CNY (près de 440m EUR).

BYD a développé une présence hors de Chine

- *Classiquement, en créant des filiales et usines*
L’usine de Lancaster (Californie) a par exemple ouvert en 2013, avec 100 employés, et a depuis multiplié sa main d’œuvre par 7,5.
En France, une usine dédiée aux autobus électriques a été mise en service à l’été 2018.



- *Par le biais de partenariats, notamment sur des composants clés*
Au-delà des partenariats classiques sur de nouveaux modèles, comme celui récemment annoncé avec Toyota, il est intéressant de noter que BYD s’est positionné sur la fourniture des seules batteries auprès d’Audi (et Porsche), pour des véhicules qui arriveront sur le marché en 2021.

L'Europe, peu présente jusqu'alors sur ce segment, a choisi d'y renforcer sa présence avec "l'Airbus de la batterie", appelé à se formaliser d'ici à la fin octobre, notamment autour des Français Saft et PSA et de l'Allemand Opel. Reste à voir si cela pourra infléchir le choix d'Audi.

Yutong

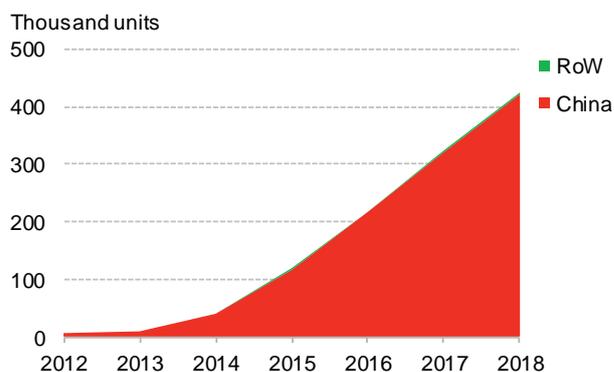
Yutong est un acteur très différent, qui a choisi de se positionner sur les autobus.



Une des caractéristiques du marché des e-bus est qu'il est... presque exclusivement chinois, à ce stade :

On pourrait y voir une limitation, mais c'est aussi une bonne manière de préparer l'avenir.

- La part de marché de Yutong en Chine a progressé de 19 à 27% entre 2016 et 2018 (Sources : BNEF, China Automotive Information Network). Il est maintenant le plus important acteur du pays en matière de mobilité/bus, avec une gamme complète, thermique et électrique/hybride (cette catégorie à basse émission représentant plus de 40% des ventes) de plus de 140 séries. La production totale croît rapidement (graphe ci-contre de BNEF)
- En parallèle, la proportion d'autobus électriques augmente de façon constante depuis 2014 en raison des engagements publics sur la limitation de gaz à effet de serre, ce qui fournit à Yutong (comme à d'autres) des relais de croissance hors de Chine – 13,7% des revenus étaient générés hors de Chine en 2018.



En termes de perspective, en Europe, la directive communautaire sur les véhicules propres devrait porter la proportion d'autobus électriques à au moins 6% des flottes municipales à l'horizon 2025 (soit environ 12 000 véhicules). Les Etats-Unis devraient connaître au même moment une proportion similaire, notamment du fait des engagements ambitieux de certains Etats comme la Californie.

Charlotte Roule, CCE Chine

BRI-Digest



LA BRI VUE DE MARSEILLE Quelle vision française des Routes de la soie ? Un sommet organisé par les CCE

Marseille, 19 décembre 2019, Palais du Pharo

Yi Dai Yi Lu, ou « One Belt, one Road », souvent traduit en français par le terme de « Nouvelles Routes de la Soie » est une initiative chinoise centrale pour la France.

Lancé en 2013 par le président Xi Jinping, le plan « OBOR », devenu « BRI » (Belt and Road Initiative) est en train de modifier l'économie mondiale. Ce plan de réorganisation géo-économico-stratégique marquera durablement le XXIe siècle, à l'image du plan Marshall qui avait remodelé le monde après la deuxième guerre mondiale.

La France ne peut pas rester sur le bord de ces routes alors que le monde bouge à l'initiative de Pékin.

Nos amis et anciens alliés de toujours nous ferment des portes commerciales (Iran, Russie) au moment où nos récents amis chinois nous en ouvrent.

Nous devons être acteurs du multilatéralisme soutenu par les autorités chinoises afin de défendre nos valeurs et nos entreprises et devons participer au tour de table pour comprendre une approche culturelle qui n'est pas la nôtre.

A ce jour, la France, bien que second contributeur non-régional à la Banque Asiatique d'Investissement (BI) pour l'Infrastructure, créée en parallèle du projet BRI et dotée d'un capital de 100mds USD, n'a toujours pas confirmé son adhésion au plan BRI.

Le plan BRI connaît autant de détracteurs que de supporteurs. Depuis sa mise en place, il a généré pour certains pays concernés de belles réussites mais également quelques difficultés.

Les médias abordent ce sujet depuis des années sans pour autant en tirer des analyses fines pour notre pays.

Les CCE sont les personnes les mieux placées pour analyser le plan BRI.

Présents et actifs dans 180 pays et plus particulièrement dans ceux qui participent au plan BRI, nous sommes capables de livrer une analyse précise de ce plan et de conseiller les pouvoirs publics français sur ce que la France devrait faire par rapport à ce plan.



C'est l'objectif du prochain forum de Marseille. Il réunira pour la journée du 19 décembre 2019 les CCE du monde entier et plus particulièrement ceux des pays concernés par le plan BRI. Nous serons ainsi 500 à analyser et expliquer le plan BRI, ses aspects positifs et négatifs.

Marseille a été choisie pour tenir ce forum en raison de nombreux projets du territoire provençal éligibles au plan BRI et du travail poussé des CCE locaux en ce sens.

Ces projets seront ensuite présentés à notre gouvernement, avec les recommandations qui s'y rapportent, afin qu'il puisse à son tour les proposer à son homologue chinois.

Les partenaires chinois sont très demandeurs de connaître les projets français en la matière. Nous nous devons d'être précurseurs. Lors du Forum sera présentée une liste des premiers sujets provençaux que notre territoire pourrait défendre afin de les rendre éligibles au plan BRI et faire figurer la ville de Marseille et plus largement la Région Sud sur les cartes chinoises du plan BRI, tant comme porte d'entrée que de sortie sur la France, l'Europe, l'Afrique et le Proche Orient.

Sans être dupes de la volonté hégémonique qui sous-tend cette initiative, il est fondamental de participer à ce plan. Dans le cas inverse, nous perdrons de belles opportunités économiques et politiques au profit d'autres pays européens qui figurent déjà sur les cartes de la BRI.

La France, Marseille et le Sud au sens large disposent de nombreux avantages historiques et économiques en ce sens mais d'autres territoires européens sont déjà très actifs sur ce sujet.

Ne soyons pas spectateurs du monde, mobilisons-nous. Plus nous serons nombreux à donner notre avis au forum de Marseille, meilleures seront nos recommandations.

Bruno Lefébure, CCE France

ACTUALITÉ DE LA BRI (dernier bimestre)

- La Russie approuve la construction de l'autoroute à péage « méridienne », axe routier majeur de la BRI entre l'Asie et l'Europe dont le coût est estimé à 9,3mds USD (Moskva News, 8/7) et lève l'interdiction de transit ferroviaire qui frappait les produits agricoles, alimentaires et de base depuis 2014 (Raifreight, 9/7)
- Le gouvernement malaisien saisit 243 millions USD d'actifs de Petrochina pour défaut d'achèvement d'un chantier de pipeline déjà réglé lors de la mandature précédente (Nikkei, 17/7)
- L'Inspection des fraudes du parti communiste chinois (CCDI) va détacher des représentants dans les pays de l'initiative BRI pour contrôler les activités des sociétés chinoises (FT, 19/7)
- Le réassureur chinois China Re signe un partenariat avec l'assureur portugais Fidelidade pour couvrir des projets BRI dans les pays lusophones, en Espagne et en France (Reinsurancescene, 22/7)
- Partie du couloir sud est asiatique, le chantier ferroviaire de la Côte Est de Malaisie, arrêté il y a un an, redémarre après réduction de son coût budgété de 16 à 10mds USD (Caixin, 29/7)
- Le Silk Road Fund acquiert 49% du Saoudien Acwa Power Renewable Energy, constructeur et opérateur d'installations de production d'énergie renouvelable et de désalinisation (HKTDC, 31/7)
- Abu Dhabi Ports, opérateur de 11 terminaux dans le monde, Jiangsu Overseas Cooperation et la banque ICBC signent un accord tripartite pour faciliter les opérations des entreprises dans le cadre de la BRI (CD, 6/8)
- Une nouvelle ligne ferroviaire transcontinentale relie Chengdu à Budapest (Xinhua, 10/8)
- Le Conseil National de Développement du Pakistan approuve la création de l'Autorité du CPEC, chargée de la recherche et du soutien aux projets de la BRI dans le pays (Nikkei, 18/8)
- La Serbie devient membre officiel de l'AiIB (Xinhua, 23/8)

LECTURES CONSEILLEES

- **Bailing out China's Belt and Road**, Note de Michael Bennon, CSIS, 19 août 2018 sur le plan de sauvetage du FMI concernant le Pakistan asphyxié par la dette d'origine chinoise : <https://www.csis.org/analysis/bailing-out-chinas-belt-and-road>
- **La route de la soie numérique** : Etude de Louis Ly, Marc Lemerle, Philippe Ramoul, Infoguerre 28 juin 2019 : <https://infoquerre.fr/wp-content/uploads/2019/06/DigitalSilkRoad-1.pdf>
- **BRI Connect : An initiative in numbers** : Etude chiffrée de Refinitiv, août 2019 : https://www.refinitiv.com/content/dam/marketing/en_us/documents/reports/refinitiv-zawya-belt-and-road-initiative-report-2019.pdf
- **Decarbonizing the Belt and Road : A green finance roadmap** : Tsinghua PBCSF, Vivid Economics et Climate Works Foundation, Septembre 2019 : <http://www.vivideconomics.com/publications/decarbonizing-the-belt-and-road-initiative-a-green-finance-roadmap>
- **Securing the Belt and Road Initiative** : Rapport spécial du National Bureau of Asian Research sur l'évolution de l'engagement militaire de la Chine sur les routes de la soie, septembre 2019 : <https://www.nbr.org/publication/securing-the-belt-and-road-initiative-chinas-evolving-military-engagement-along-the-silk-roads/>

NOUVELLES BRÈVES DE LA MONDIALISATION CHINOISE

Agrégats économiques chinois, bilans régionaux et sectoriels

- En 2018, le tourisme chinois aux Etats Unis a baissé de 5,7%, enregistrant sa première chute en 15 ans (17/7)
- Selon l'Institute of International Finance américain, la dette totale de la Chine représentait 304% de son PIB à la clôture du 1^{er} trimestre 2019 (SCMP, 17/7). A fin juin, sur des bases différentes, l'Académie Chinoise des Sciences l'estime à 249,5% du PIB, en hausse de 0,7% sur le trimestre (Caixin, 29/8)
- Le constructeur BYD, qui a produit en début d'année son 50.000^e bus électrique, affirme contrôler 1/5 du marché mondial et signale que 700 bus de sa marque fonctionnent dans 70 villes européennes (Les Echos, 22/7)
- Le dernier classement des entreprises de Fortune Global 500 fait apparaître pour la première fois plus de chinoises (129) que d'américaines (121) et 6 chinoises parmi les 10 premières (Xinhua, 23/7)
- Selon l'agence pékinoise de recherche Marketing Intelligence Resource, les investissements chinois dans la robotique industrielle ont augmenté de 46% en 2018 (Nikkei, 24/7)
- Selon Refinitiv, les acquisitions chinoises en Europe ont reculé de 94% au 1^{er} semestre à 2,6md USD (Echos, 24/7)
- En 4 ans d'existence, la banque d'Alibaba MYbank a prêté grâce à ses algorithmes de risque 2.000md CNY (290md USD) à 16 millions de petites entreprises (Caixin, 30/7)
- Durant le 1^{er} semestre 2019, l'industrie chinoise du jeu vidéo a réalisé 5,57md USD de chiffre d'affaires à l'étranger, affichant une progression de 20,2% en base annuelle (GT, 1/8)
- Avec 144md CNY au cours du 1^{er} semestre, les obligations vertes émises en Chine sont en augmentation de 62% en glissement annuel (Xinhua, 4/8)
- Les achats chinois d'or à l'étranger enregistrent une baisse de 54% dans la période janvier-mai (Reuters, 14/8)
- Pour la première fois depuis 2016, la Chine n'est plus le 1^{er} partenaire commercial des Etats-Unis (Caixin, 15/8)
- Durant les sept premiers mois de l'année, les investissements chinois à l'étranger (61,6md USD dont seulement 8md dans la zone BRI) ont augmenté de 3,3% par rapport à la période correspondante de 2018 (Xinhua, 16/8)
- Avec 148 000 unités, la Chine a absorbé 38% de la production mondiale de robots industriels en 2018 (PD, 21/8)
- Selon un rapport du think-tank de CNPC, les besoins en charbon de la Chine devraient atteindre leur pic en 2025 et baisser de 39% entre 2018 et 2050 (Ecofin, 23/8)
- Pour la première fois depuis 1968, les recettes fiscales de la Chine devraient baisser en 2019 (Nikkei, 29/8)
- En 2018, la Chine a dépensé 275md USD dans la recherche et le développement soit 2,9% de son PIB et 11,8% de plus qu'en 2017 (SCMP, 1/9)
- Avec 40md USD de ventes d'actifs à l'étranger contre 35md d'achats depuis le début de l'année, les entreprises chinoises deviennent vendeurs nets sur le plan international, inversant dix ans de tendance inverse (FT, 16/9)
- Après dix ans d'une croissance annuelle moyenne de 16,5%, le nombre de touristes chinois en Australie est en repli de 1,3% à la fin de l'année se terminant le 30 juin 2019 (Skift, 18/9)

Politique extérieure, diplomatie, décisions relatives à la mondialisation

- L'instance d'appel de l'OMC tranche à nouveau en faveur de la Chine dans un vieux contentieux de mesures antidumping qui l'oppose aux Etats Unis depuis 2012 (Les Echos, 18/7)
- La Chine (aux côtés des Etats Unis et du Japon) fait partie des 54 premiers pays à signer la convention internationale de Singapour sur la médiation (Caixin, 30/7)
- Le Ministère chinois des Affaires Etrangères dénie les accusations de médias occidentaux selon lesquelles des techniciens de Huawei auraient aidé les gouvernements zambien et ougandais à espionner leur opposition (GT.20/8)
- Pour éviter la fuite illégale des capitaux, la Chine demande aux Philippines de faire cesser toutes les activités de jeu en ligne (Bloomberg, 21/8)
- Le représentant chinois aux Nations Unies déclare que son pays n'a aucun intérêt dans les négociations américano-russes sur la limitation des armes nucléaires et n'en fera pas donc pas partie (Xinhua, 23/8)

- Selon Roscosmos, la Russie et la Chine vont échanger des technologies spatiales, moteurs de fusées contre systèmes de micro-électronique utilisés dans la navigation (CD, 28/8)
- Le Japon devient le 11^e pays à signer avec la Chine un traité exonérant partiellement les travailleurs expatriés des deux pays des cotisations de sécurité sociale (China Briefing, 3/9)
- Selon un représentant de leur gouvernement, les îles Salomon devraient cesser leurs relations diplomatiques avec Taiwan pour en ouvrir avec Pékin (Reuters, 5/9)
- Le Lan Jing, navire-grue géant d'installation de forages appartenant à CNOOC, est remorqué à 56 miles de la côte vietnamienne dans une zone contestée de la mer de Chine du sud (SCMP, 5/9)
- La Chine et l'Iran ont actualisé leur plan de coopération stratégique selon lequel Pékin va investir 400md USD sur 25 ans contre un droit de regard sur l'affectation des fonds et des produits et l'autorisation de stationner 5000 hommes chargés de la sécurité des investissements (Global Construction Review, 6/9)
- Les discussions avec le Chili pour l'utilisation du port austral de Punta Arenas par les navires d'exploration chinois en Antarctique ont débuté (SCMP, 18/9)

Innovations, avancées technologiques, réformes économiques

- Lancement de Star Market, nouveau marché spécialisé de la Bourse de Shanghai qui accueille pour son début 25 sociétés technologiques et biotechs (Le Echos, 22/7)
- Filiale d'Alibaba, Pingtong annonce le lancement du microprocesseur de haute performance Xuantie 910, utilisable dans la 5G, l'intelligence artificielle et la conduite autonome (Technode, 25/7)
- Le microprocesseur Tianjic, lancé par une équipe internationale de l'université de Tsinghua, combine le potentiel architectural informatique classique avec celui de l'intelligence humaine (Technode, 1/8)
- Sous l'égide de l'Académie Chinoise des Sciences (CAS), l'Institut d'automatisme de Shenyang met au point un robot sous-marin autopropulsé multi-usages pouvant plonger à 1000m en 5 minutes (SCMP, 14/8)
- Une académie chinoise a mis au point un drone de secours en cas de catastrophes qui analyse les ondes cérébrales de son pilote et accélère ainsi de 20% le temps de découverte de victimes à sauver (GT, 22/8)
- Une équipe scientifique austro-chinoise de l'université de Vienne réussit pour la première fois à téléporter l'état quantique tridimensionnel d'un photon, résultat envisagé jusqu'à ce jour comme purement théorique (UoV, 23/8)
- L'Institut de physique de Dalian a mis au point un dispositif portable à aiguille microscopique capable de détecter des quantités égales ou supérieures à 50 picogrammes de narcotique (SCMP, 25/8)
- L'académie chinoise des sciences a réalisé un prototype de câble transmetteur hybride d'énergie à longue distance qui achemine dans la même gaine électricité et gaz naturel liquéfié (SCMP, 29/8)
- Une équipe scientifique de Shanghai aurait mis au point une molécule à base d'algues régulant les bactéries intestinales stimulant la production d'acides aminés à l'origine de la maladie d'Alzheimer (SCMP, 9/9)
- Deux prototypes U5 du constructeur chinois d'automobiles électriques Aiways complètent leur voyage de 15 022km entre Xi'an et Francfort (Xinhua, 10/9)
- Une équipe scientifique de Shanghai met au point un détecteur ultrasensible de champ magnétique miniaturisé à la taille d'un microprocesseur et pouvant fonctionner à température ambiante (SCMP, 17/9)

Fusions, diversifications, nouveaux secteurs, réorganisations

- Avec l'appui de l'assureur PingAn, la « tech » financière Lufax va abandonner les prêts entre particuliers (P2P) pour une licence de crédit à la consommation (Reuters, 18/7)
- La start-up chinoise WeRide créée dans la Silicon Valley et spécialisée en véhicules intelligents s'allie à Baiyun, première société de taxi du sud de la Chine basée à Canton (SCMP, 13/8)
- Didi Chuxing, l'UBER chinois, lance des taxis autonomes à Shanghai et prévoit d'étendre rapidement ce service à l'international (Technode, 30/8)
- Le site de microblogging Weibo (le « Twitter » chinois) prépare le lancement d'Oasis, plateforme de partage de photos directement concurrent d'Instagram (KrAsia, 3/9) ... et la retire des app stores 2 jours après son lancement après la réaction des utilisateurs à sa ressemblance avec le réseau de shopping social Xiaohongshu et celle de son logo avec celui d'une société de design coréenne (Abacus, 4/9)
- Emetteur historique de cryptomonnaie en Chine délocalisé à Singapour à la suite des interdictions de Pékin, Huobi lance le téléphone mobile « Angle aigu » basé sur la technologie blockchain (Technode, 4/9)
- Surenchérissant sur Pinduoduo et JD.com, Alibaba acquiert pour 2md USD le commerçant en ligne transfrontière Kaola, et contrôle donc désormais plus de la moitié du secteur (Nikkei, 6/9)
- Le géant chinois du voyage (6md USD de chiffre annuel dont 35% à l'étranger) fusionne ses marques Ctrip, Trip.Com, Qunar et Skyscanner sous le nom de Trip.com Group et acquiert 49% de Makemytrip en Inde (Skift, 9/9)
- Le moteur de recherche Baidu investit 200m USD dans la société d'intelligence artificielle de Dalian Neusoft pour collaborer avec elle dans les domaines des villes intelligentes et de la santé (Reuters, 10/9)

Accords, contrats et marchés significatifs

- CITIC Construction va construire 35.000 logements de prix « raisonnable » au Mozambique (Ecofin, 23/7)
- Alibaba Cloud signe avec la banque malaisienne Muamalat un protocole prévoyant l'utilisation de sa base intégrée d'analyse prédictive (Xinhua, 31/7)
- ZTE signe avec la République de San Marino un protocole pour la mise en place d'un réseau mobile d'état et l'équipement en fibre optique (ZTE Italie, 6/8)
- Un protocole signé avec le gouvernement péruvien prévoit entre autres projets une centrale hydroélectrique et une ferme solaire à construire par des entreprises chinoises (HK Business, 9/8)
- Fabricant chinois du minibus autonome « Smart Panda », la jeune pousse Deep Blue conclut un contrat de test en Grèce et la fourniture de 566m USD de véhicules à la ville de Bangkok (FT, 15/8)

- L'explorateur pétrolier CNOOC acquiert de Svenska Petroleum la majorité de deux permis de recherche en Guinée Bissau (Ecofin, 19/8)
- Le conglomérat pétrolier chinois CNPC renonce à charger 5m de barils de brut vénézuélien sur ses navires suite aux sanctions américaines (Caixin, 20/8)
- Le département de la justice américain cherche à interdire un câble sous-marin projeté par Facebook et Google à cause de la présence d'un partenaire chinois, Dr Peng Telecom & Media (WSJ, 28/8)
- Shandong Ruyi est la seule marque chinoise parmi les 32 maisons ayant signé à Paris le Pacte de la Mode pour la protection de l'environnement en ouverture du sommet du G7 (Business Wire, 29/8)
- La Chine signe avec l'Argentine un pacte autorisant les importations de farine de soja pour bétail (Reuters, 10/9)
- Aux termes d'un contrat signé le 9/9, CSSC va construire pour la marine thaï une barge de débarquement 071^E, ce qui constituera la première exportation d'un navire de guerre par la Chine (GT, 12/9)

Financements publics et privés, aides financières

- Malgré le doublement du coût du projet à 83md de pesos, la Chine reste engagée à financer le système de voies ferrées de l'île de Mindanao aux Philippines à hauteur de 80 à 85% (Philippine Star, 17/7)
- Première en Chine, COFCO émet pour 2,1md USD d'obligations à taux de rendement indexé sur la « performance verte » de l'entreprise (Les Echos, 18/7)
- Selon l'agence financière shanghaienne Wind, les institutions financières chinoises ont accordé 1,1md USD de financements « verts » à des projets liés au charbon pendant la première moitié de 2019 (Reuters, 19/8)
- La Chine va assurer à taux bonifié le financement de 85% du nouveau parc industriel d'Adama en Ethiopie, dont le coût est estimé à 300m USD (Ecofin, 20/8)
- La banque centrale chinoise publie un plan à trois ans pour faire de la fintech un « nouveau moteur » pour le développement financier du pays (Caixin, 24/8)
- La banque centrale chinoise devrait étendre l'émission d'obligations vertes au financement de centrales à charbon « propres » ultra supercritiques (SCMP, 12/9)
- La Chine prête 600m USD au Soudan du Sud pour payer ses fonctionnaires (Ecofin, 16/9)

Investissements, acquisitions, désinvestissements, retraits, échecs, obstacles

- Partenaire de Daimler qui détient 9,55% de son capital, le constructeur pékinois BAIC devient, derrière Geely et le fonds souverain du Koweït, le 3^e actionnaire du constructeur allemand (5%) pour 2,8md USD (Les Echos, 24/7)
- Cheung Kong, holding du milliardaire hongkongais Li Kashing, achète pour 2,7md GBP Greene King, opérateur de 2700 pubs en Grande Bretagne (SCMP, 19/8)
- Evoquant la chute des cours du métal, le chinois Huayou annonce le retrait de son projet d'investissement dans la mine de cobalt de Lucky Resources en République démocratique du Congo (Ecofin, 19/8)
- Selon PwC, les fusions et acquisitions réalisées à l'étranger par des sociétés chinoises (26,8md USD) ont chuté d'un tiers au cours des six premiers mois de 2019 (Caixin, 20/8)
- Selon l' (ex) Secrétaire à la sécurité John Bolton, les Etats Unis souhaitent s'opposer à la prise de contrôle par la Chine de la compagnie aérospatiale ukrainienne Motor Sich qui détient une technologie militaire vitale (WSJ, 26/8)
- La plateforme chinoise de streaming en ligne Huya acquiert une participation dans Turtle Entertainment du groupe suédois de jeux vidéo MTG (Reuters, 3/9)
- Le fabricant chinois de batteries CATL prend une participation de 8,5% dans l'exploitant australien de lithium Pilbara (Reuters, 4/9)
- Citant des « coûts trop élevés », le groupe d'industrie chimique Wanhua annule son projet d'usine de 1,25md USD en Louisiane (SCMP, 17/9)

Projets en cours

- Byte Dance projette d'être le premier réseau social à installer un centre de données en Inde – avant Facebook et Twitter – pour garantir le secret des données privées collectées sur place (Technode, 23/7)
- Une délégation de la société nationale d'hydrocarbures libyenne NOC demande l'aide des groupes pétroliers chinois dans le financement et la réalisation de la reprise des exploitations pétrolières (Ecofin, 26/7)
- Le groupe industriel chinois privé Yunhong investira 200md FCFA dans les 5 ans au Burkina Faso (Ecofin, 1/8)
- COSCO envisage de construire un 4^e terminal de conteneurs au Pirée pour porter la capacité totale du port grec au-delà de 10m TEU (Seatrade, 15/8)
- Sous réserve de l'accord des autorités compétentes, le constructeur chinois CRRC va acquérir l'activité de production de locomotives du groupe allemand Vossloh (Les Echos, 27/8)
- Le groupe chinois Fulin Taihe veut investir 620m USD dans une unité de bioéthanol au Gabon (Ecofin, 28/8)
- BYD est en négociations avec BMW-Audi pour la fourniture de batteries pour voitures propres (Caixin, 30/8)
- La Chine et la Russie vont prochainement signer un traité pour promouvoir l'interopérabilité de leurs systèmes respectifs de navigation Beidou et GLONASS (GT, 2/9)
- Geely et la National Organisation for Military Production égyptienne signent un protocole pour la construction d'une unité de production de véhicules électriques en Egypte (Ecofin, 9/9)
- La Bourse de Hong Kong dépose une offre de rachat de 36,6md USD sur la bourse de Londres (SCMP, 11/9)
- Tencent va lancer au 4^e trimestre 2019 le produit financier « Fen Fu » qui permettra aux clients approuvés par WeChat de payer en plusieurs échéances (Technode, 12/9)
- Le groupe laitier chinois Mengniu offre 1md USD pour le rachat du fabricant australien de lait en poudre infantile Bellamy (Bloomberg, 16/9)

Implantations à l'étranger, délocalisations, nouveaux services internationaux

- Le géant chinois de l'assurance Ping An propose aux médecins de Singapour son assistant intelligent AskBob, capable de diagnostiquer et traiter 1500 maladies (SCMP, 24/7)
- Alibaba ouvre aux Etats Unis sa plateforme B2B aux fabricants, grossistes et détaillants (Engadget, 29/7)
- Konka inaugure à Beni Souef (Egypte) une usine d'une capacité de 600.000 téléviseurs/an (Xinhua, 2/8)
- Le portail de recherches Baidu lance à Singapour un ensemble complet de services de cloud computing à destination des entreprises (SCMP, 19/8)
- Le téléphoniste chinois OnePlus (groupe BBK) lance en Inde une télévision intelligente (Caixin, 21/8)
- China Construction Bank devient la première banque digitale autorisée dans la zone économique spéciale de Labuan en Malaisie (The Edge, 26/8)
- BIGO Technology, filiale singapourienne du producteur en ligne chinois YY, équipe le gouvernement indonésien avec son système de surveillance automatique du contenu de l'internet (SCMP, 27/8)
- Ali Express ouvre à Madrid son premier magasin physique européen (Les Echos, 28/8)
- Soutenue par Meituan, premier livreur chinois de repas à domicile, la société indienne Swiggy lance un service en ligne de courrier, repas et pressing à Bangalore et prévoit de desservir 300 villes en 2020 (KrAsia, 6/9)
- TAL Education, l'un des premiers groupes privés de tutorat en Chine, va ouvrir son premier centre d'enseignement de soutien dans la Silicon Valley (Caixin, 11/9)
- En Thaïlande, JD Digits, filiale fintech du géant chinois de l'e-commerce, s'associe au premier détaillant local Central Group pour lancer Dofin, portemonnaie électronique multi-services (Caixin, 13/9)

Partenariats

- Le constructeur automobile allemand BMW et Tencent vont ouvrir un centre informatique destiné au développement des automobiles autonomes (Reuters, 19/7)
- Luckin, concurrent chinois de Starbucks, signe un protocole de J/V avec le Koweïtien Americana pour ouvrir des cafés au Moyen-Orient et en Inde (Reuters, 22/7)
- Didi, l'Uber chinois, signe un partenariat avec Symphony Investments d'Abu Dhabi pour explorer l'économie de partage et les services commerciaux en ligne au Moyen Orient (Caixin, 23/7)
- TiMi, studio de jeux vidéo affilié à Tencent, s'associe à Pokémon Co pour se développer à l'étranger (Abacus, 23/7)
- 1^{er} producteur mondial de processeurs pour téléphones à système Android, l'américain Qualcomm va coopérer avec Tencent pour améliorer la retransmission de jeux vidéo réalisés par le géant technologique chinois (Reuters, 30/7)
- La plateforme digitale de transport Didi constitue avec le britannique BP une société partenaire pour équiper dans un premier temps la Chine de stations de chargement pour les véhicules électriques (Xinhua, 1/8)
- L'éditeur chinois de jeux vidéo iDreamSky (soutenue par Tencent) et la société technologique russe Mail.ru s'allient pour créer des produits communs et investir sur les marchés eurasiatiques (Ejnsight, 1/8)
- Désormais détenue à 49% par CNPC Petrochina, la j/v Sinovensa avec la Société nationale vénézuélienne des pétroles va augmenter sa production de 110k à 165k baril/jour (Reuters, 9/8)
- Samsung et WeChat signent un partenariat par lequel les utilisateurs du téléphoniste coréen auront accès directement aux mini apps de WeChat sans avoir à ouvrir la messagerie de Tencent (Technode, 22/8)
- Le groupe chinois ZEV constitue avec le district de Bamako une société d'économie mixte de transport pour la capitale malienne qui gèrera à terme 500 autobus (Ecofin, 27/8)
- Geely investit 50m EUR dans le fabricant allemand de véhicules aériens autonomes Volocopter : une joint-venture aura pour objet la commercialisation en Chine (Wired, 9/9)

Actions et événements concernant l'image de la Chine à l'étranger

- Le premier ministre cambodgien réfute l'information (Wall Street Journal, 22/7) selon laquelle la Chine aurait obtenu la permission d'utiliser le port de Ream près de Sihanoukville comme base militaire (FT, 24/7)
- Le très populaire réseau social Xiaohongshu (Petit livre rouge) qui permet des achats en ligne à l'étranger est subitement retiré de la liste des applications Android (Jing Daily, 30/7)
- Inauguration de la méga-plateforme pour conteneurs de 40ha récupérés sur la mer construite par CHEC à Walvis Bay en Namibie pour 280m USD (Le Point, 5/8)
- La société shanghaienne Wison Engineering accepte de réparer les principales raffineries vénézuéliennes contre paiement en carburant, principalement diesel (Bloomberg, 8/8)
- Le groupe de cybersécurité américain FiredEye a identifié les hackers chinois « APT41 » qui ont évolué depuis 2014 d'un schéma de gain financier individuel vers des actions en faveur du gouvernement de Pékin (FT, 9/8)
- Afin de réaliser des films documentaires en commun, la Chine propose d'offrir à des étudiants africains 50 000 bourses de formation et 50 000 possibilités de formation (Ecofin, 19/8)
- Un rapport souligne qu'un contrôle des changes entrainerait 25% de baisse du nombre des étudiants chinois et aurait des conséquences catastrophiques pour les universités australiennes (Caixin, 21/8)
- Huawei est en discussion pour installer le système opérationnel russe Aurora sur les tablettes qu'il fournit au gouvernement de Moscou pour réaliser le prochain recensement (Reuters, 26/8)
- Célébrée par les autorités locales, l'exportation historique de la première cargaison de pétrole par le Kenya (200 000t) est effectuée à destination de la Chine (Ecofin, 26/8)
- Un commandement de vidéosurveillance coordonnant à terme 7 000 caméras est livré par Huawei au Cameroun (Ecofin, 28/8)
- Signe d'un rapprochement entre la Chine et le Saint-Siège, deux nouveaux évêques nommés conjointement sont ordonnés en moins de deux jours (Courrier International, 30/8)

- Zao, la nouvelle application la plus chargée en Chine qui permet de charger son visage à la place de celui des célébrités suscite un tollé en spécifiant que ses utilisateurs doivent lui céder leurs droits à l'image (Les Echos, 3/9)

DERNIÈRES NOUVELLES DES RELATIONS FRANCO-CHINOISES

suivies par le Comité France-Chine

Contrats, implantations, projets et marchés significatifs

- Renault investit 128,5mds EUR dans une co-entreprise (50/50) avec le constructeur chinois JMEV, qui sera dédiée à la production de voitures électriques. Cet engagement s'inscrit dans la stratégie de la marque française d'atteindre 550 000 véhicules vendus en Chine à l'horizon 2022, contre 216 700 unités en 2018. (Renault, 17/7).
- Tencent est en « négociations préliminaires » pour acheter entre 10% et 20% de Universal Music Group (UMG) du groupe Vivendi, valorisant le label de musique de Lady Gaga, Ariana Grande ou encore les Beatles à hauteur d'environ 30mds EUR, au moment où les deux entreprises cherchent à prendre de l'expansion dans un marché mondial de la musique, en reprise (Reuters 6/8, Les Echos 7/8).

Implantations et investissements croisés

- Reprise de la Fayencerie de Digoin par le chinois Ke Wang pour 5 000 EUR. La mobilisation des pouvoirs publics, des collectivités locales et des banques régionales a permis de préserver 43 emplois sur 61. (Les Echos 2/8).
- Dongfeng Motor Corp. étudie des options pour une prise de participation (12,2%) de 2,2md EUR dans le groupe PSA (Caixin, 08/8).
- Deutsche Bank et BNP Paribas sont les premières banques étrangères à obtenir l'autorisation pour souscrire toutes les variétés de dettes libellées en CNY pour les entreprises locales et étrangères en Chine (dettes onshore). Les licences accordées donnent un plus grand accès au marché obligataire national chinois de 93md CNY (12,9md USD) (Financial Times 04/9/).
- Le groupe de mode ICICLE, déjà implanté à Paris par des bureaux et acquéreur de la maison Carven en 2018, ouvre une boutique au prestigieux numéro 35 de l'avenue George V. (FashionNetwork.com 17/9)

Services, culture, soft power, autres informations

- Le Cercle Francophone de Yantai annonce l'ouverture du 17e Institut Confucius, à Orléans, en partenariat avec l'Université du Centre-Sud de Changsha (Hunan). (Mail de Guillaume Giroir).
- Suite à la décision de Paris d'accorder l'asile à l'épouse de Meng Hongwei, ex-président d'Interpol, condamné en Chine pour corruption, la Chine met fin à sa coopération avec la France en matière policière. (RT France, 4/8).
- Le président chinois, Xi Jinping, a nommé Lu Shaye ambassadeur en France et à Monaco en remplacement de Zhai Jun (Xinhua, 9/8)
- Déjà relevé en pleine crise des « gilets jaunes », le déplacement de flux touristiques, en particulier chinois, de la capitale vers les boutiques de l'Est francilien ne se dément pas par rapport à juillet 2018. L'augmentation des dépenses des voyageurs non européens en juillet est par ailleurs largement alimentée par les Chinois et les Américains. (Les Echos 21/8).

Comité éditorial :

Paul Clerc-Renaud, CCE Hong Kong
et Christophe Granier, CCE France